

Le seul « bouc émissaire », c'est la course au profit

L'expansion et l'unification de la lutte sont non seulement nécessaires mais aussi possibles

Ford Genk, récemment encore une usine de plus de 10.000 employés, ferme définitivement. Depuis les années 90, l'emploi y a été systématiquement réduit, la productivité augmentée, les salaires réduits de 12%. Malgré cela, le rideau tombe sur les 4.300 emplois directs et des milliers d'autres travailleurs sont touchés chez les différents fournisseurs. Après Renault-Vilvoorde (1997), VW Forest (2006) et Opel Anvers (2010), c'est la quatrième usine d'assemblage automobile qui ferme en Belgique. Cela touche durement la région limbourgeoise qui a vu disparaître, il y a 20 ans, plus de 17.000 jobs lors de la fermeture des mines de charbon.

Une crise du secteur automobile ? Et le Limbourg est-il particulièrement visé ?

Licenciements chez Belfius Banque, Arcelor Mittal acier, Beckaert Zwevegem, Volvo, Duferco, Alcatel, etc. A l'évidence, le nouveau drame social n'est pas spécifique à un secteur ou une province. La crise touche **tous** les secteurs et régions. C'est précisément ce qui rend la situation si dramatique et désespérée.

Au nom de la «compétitivité» et «de la réduction des pertes», les licenciements se succèdent. Encore avant l'annonce de la fermeture de Ford, plus de 3.000 emplois ont disparu de septembre à mi-octobre dans tous les secteurs, toutes les régions, des petites entreprises familiales jusqu'aux grandes multinationales, dans des entreprises nationales comme étrangères. D'autres assainissent drastiquement « sans licenciements secs», comme KBC, Brussels Airlines et Delhaize. Les contrats fixes sont remplacés par des contrats temporaires, des emplois à temps plein par des emplois à temps partiel, des contrats d'employés par des contrats d'indépendants. Le chômage temporaire est généralisé. Le travail saisonnier est de plus en plus la norme tout au long de l'année. Les fameuses « créations d'emplois » dont les médias ont la bouche pleine, se limitent en grande partie à des emplois de qualité inférieure, des emplois par « chèques services ». Afin d'échapper à la pauvreté, de nombreux travailleurs doivent chercher un 2^{ème} ou un 3^{ème} emploi. L'obtention d'un emploi n'équivaut plus nécessairement à un revenu décent!

L'État lui aussi est mal en point. Comme le montre la discussion sur la suspension temporaire (le saut d'index) ou la réforme de l'index, le pouvoir d'achat n'est pas une préoccupation centrale. Toujours au nom de la défense de la «compétitivité de l'économie nationale", tous les partis bourgeois, de la NVA au PS, sont d'accord pour dire qu'il faut constamment faire des économies pour réduire les coûts de main d'œuvre et améliorer le climat économique. On passe d'un «pacte social», à un autre « pacte des générations ». Car l'État est là pour appliquer les lois du capitalisme: favoriser la recherche du profit, la force concurrentielle et l'exploitation au moyen de mesures coercitives. Les milliards que les gouvernements cherchent pour permettre leurs plans de relance, leur équilibre budgétaire et la réduction de la dette d'État, seront en fin de compte soutirés aux mêmes familles ouvrières. Les allocataires sociaux, les retraités, les fonctionnaires, les enseignants, tous paieront les pots cassés. Selon le nouvel indicateur européen de la pauvreté, 21% de la population en Belgique est déjà menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale. L'inquiétude et l'indignation d'un nombre croissant de familles ouvrières ne se comprend donc que trop bien.

Ford Genk est aujourd'hui une illustration douloureuse de la nature impitoyable de **cette attaque générale contre la classe ouvrière**: licenciements nombreux, blocage et/ou réduction des salaires (chez Ford, on a accepté précédemment une réduction de 12%, chez VW-Audi 20%), prolongement du temps de travail. Sans riposte ouvrière, Ford Genk annonce des attaques encore plus douloureuses dans le futur pour **l'ensemble de la classe ouvrière**. La situation actuelle nécessite donc **une résistance contre la dégradation des conditions de travail et de vie de la plupart d'entre nous**. Elle contient aussi les germes **d'une riposte commune de toute la classe ouvrière**. **Ce n'est pas que le personnel de Ford, mais tout le monde qui est visé, c'est pourquoi aussi tout le monde doit s'indigner, être solidaire, se mobiliser classe contre classe!**

A qui la faute? Y a-t-il un bouc émissaire?

Depuis des décennies, on nous promet une sortie de la crise et de la misère. Le bout du tunnel était en vue, nous disait-on, encore quelques ultimes mesures exceptionnelles et des solutions durables s'imposeraient, les rationalisations ne surviendraient plus que dans «les vieilles industries», dans «des sociétés mère ou des filiales malades » ; plus tard, tout était cette fois-ci la faute « du vieillissement de la population » ou «des réfugiés», de «l'émigration incontrôlée » (la conséquence d'une misère et d'un désespoir pires encore ailleurs dans le monde!) ; plus tard encore les coupables du moment étaient les « bad banks », les fraudeurs, etc. Aujourd'hui, c'est de la faute du PDG de Ford que ce bain de sang social a lieu. Auparavant, lors de la fermeture des mines, les boucs émissaires étaient le ministre flamand socialiste De Batselier et le PDG de la société minière Gijssels. Derrière toutes ces pseudo vérités et ces discours populistes creux se cache la propagande bourgeoise qui cherche constamment à trouver des boucs émissaires **de telle sorte que la question de la faillite du système capitaliste ne soit pas posée**. Ainsi, la colère est canalisée et est orientée vers la désignation de « coupables », faits sur mesure, pour mieux «diviser et régner».

Ce même scénario décrit ci-dessus est appliqué dans presque tous les pays du monde, les médias en témoignent quotidiennement. Évidemment, il y a des variantes, tout comme il y en a selon le secteur ou la région en Belgique même. Cependant, partout dans le monde, la question est posée : qui est le responsable de la crise ? Cette question a également été au cœur des débats dans les mouvements du «printemps arabe» en Tunisie et en Égypte, dans ceux des «Indignés» ou de «Occupy Wall Street».

Depuis plusieurs années se sont succédé, au **niveau mondial**, les crises de l'immobilier, de la bourse, du commerce et de l'industrie, des banques et de toutes les dettes souveraines des Etats. Ainsi, le total des dettes souveraines dans la zone euro s'élève à 8.517 milliards d'euros. Soit une moyenne de 90 % du produit intérieur brut de la zone euro. Une grande partie de celle-ci ne sera jamais remboursée. Quelqu'un doit financer ces dettes, mais financer des dettes impayables signifie finalement qu'on devient insolvable soi-même (un risque qui menace par exemple l'Allemagne). Comment le système peut-il alors financer la relance indispensable pour arrêter le bain de sang au sein de son économie ? En continuant à le faire essentiellement au moyen de mesures d'austérité et de rationalisation, il réduit encore le pouvoir d'achat dont il a besoin pour écouler ses produits, ce qui produira encore plus de rationalisations, de fermetures, de réductions des salaires. S'il écume le marché de l'épargne en imposant des taux d'intérêt dérisoires sous les 1%, tandis que l'inflation atteint les 2,76%, les réserves que de nombreuses familles ouvrières avaient

mises de côté pour affronter des contretemps, l'accumulation de dettes ou le chômage, fonderont comme neige au soleil. Quelle que soit la méthode, elle ne peut donc mener à terme qu'à une nouvelle forte baisse du pouvoir d'achat. Devra-t-il se résoudre à faire marcher la planche à papier pour imprimer des billets supplémentaires, comme l'ont fait les USA, le Japon ou la Grande-Bretagne, afin de les mettre sur le marché à des taux de prêt extrêmement bas ? De cette manière, le système capitaliste accentue l'abîme des dettes et en revient au point de départ : en fin de compte, il faut toujours que **de la valeur nouvelle soit produite en contrepartie de cet argent imprimé pour repayer les dettes**. De l'argent fictif ne peut faire l'affaire, tel notre épargne que les banques remettent en circulation sous la forme d'un emprunt, tandis qu'elles nous font croire qu'il se trouve toujours sur notre compte. **De la valeur nouvelle n'est obtenue qu'à partir du travail effectué en lui ajoutant une plus-value : les frais de production d'un produit ne peuvent constituer qu'une fraction de leur valeur de vente totale**. Mais pour ce faire, il faut un marché solvable. S'il n'existe pas ou à peine (comme c'est le cas depuis des années), nous entrons dans une crise de surproduction permanente. C'est pourquoi des usines ferment, baissent leurs coûts de production (les salaires), augmentent la productivité, c'est pourquoi aussi les frais improductifs (sécurité sociale, allocations de chômage, retraites) sont constamment comprimés.

Tout ceci constitue **la loi générale de la manière capitaliste de produire**, qui ne peut être contournée par aucun patron individuel ou par aucun gouvernement particulier ! Si aujourd'hui les usines s'arrêtent, ce n'est pas parce que les travailleurs ne veulent plus travailler ou parce qu'il n'y a plus de besoins à assouvir, mais simplement parce que les capitalistes n'y voient plus de profit à réaliser. **Le système capitaliste mondial est gravement malade : les marchés solvables se réduisent comme peau de chagrin et le profit ne peut être maintenu qu'à travers une spoliation sociale et une exploitation toujours plus intenses**.

Se mobiliser massivement, forger l'unité, rechercher la solidarité, avoir confiance en sa propre force

Durant ces six derniers mois, protestations, grèves, manifestations massives ont éclaté sur tous les continents : de l'Argentine au Portugal, de l'Inde à la Turquie, de l'Égypte à la Chine. Ainsi, en septembre, des centaines de milliers ont occupé la rue au Portugal, des dizaines de milliers ont manifesté en Espagne en Grèce et en Italie. Au Japon, des manifestations contre la baisse des conditions de vie d'une telle ampleur n'avaient plus eu lieu depuis 1970 (170.000 manifestants à Tokyo). Partout, les mêmes questions sont posées : comment faire face à de telles attaques, comment organiser la lutte, quelles perspectives avancer ? Ce sont les mêmes questions que se posaient déjà les jeunes et les chômeurs du mouvement massif des Indignés ou de Occupy en 2011, e.a. en Espagne, en Grèce, aux USA ou au Canada.

A ce propos, trois besoins centraux pour la lutte ont été mis en avant : **la nécessité de l'extension et de l'unification de la lutte, l'importance du développement d'une solidarité active parmi les salariés, les chômeurs et les jeunes et enfin le besoin d'une large discussion à propos de l'alternative pour le système actuel en faillite**.

Notre vraie force est notre nombre, l'ampleur de notre lutte, notre destin commun, notre unité au delà des frontières des secteurs, des races, des régions, des pays. Face à un monde divisé et cloisonné par les intérêts personnels étroits d'exploiteurs arrogants, face au « chacun pour soi », à leur « compétitivité », nous devons opposer notre unité et notre solidarité. Nous devons refuser de nous laisser diviser, de réduire nos problèmes à des questions spécifiques et séparées, propres à l'entreprise, au secteur ou à la région. Non à la rivalité entre « jeunes » et « vieux », entre « fixes » et « temporaires », entre employés et ouvriers, entre travailleurs de la maison-mère et des filiales, entre travailleurs d'ici et d'autre part, ...

Cette unité est non seulement indispensable, elle est aussi possible aujourd'hui !

- L'extension de la lutte et de la solidarité avec d'autres secteurs et entreprises, qui sont fondamentalement touchés par les mêmes attaques et qui luttent souvent de manière isolée dans leur coin, pourra le mieux être engagée en **envoyant des délégations massives** vers les autres usines, c'est ce que nous apprennent les expériences de luttes précédentes ici comme ailleurs. **Nos actions doivent renforcer notre lutte, l'étendre et lui donner des perspectives**. Aller dans la rue pour « se défouler », mener un long combat isolé, chacun dans son usine ou sa région, ne permettront jamais de développer une lutte générale et massive.

- L'expérience nous apprend aussi que des actions comme la prise en otage de patrons, le sabotage de la production, le blocage de lignes de chemin de fer ou des actions désespérées, comme la menace de faire sauter l'usine, ne favorisent nullement l'union et l'extension de la lutte. Elles mènent au contraire à la démoralisation et à la défaite.

- Les leçons des luttes passées mettent en évidence que travailleurs et chômeurs doivent prendre en mains leurs propres luttes. Pour développer une véritable discussion collective, pour réfléchir et décider collectivement, il faut appeler à des assemblées générales massives, au sein desquelles chacun peut intervenir librement et avancer des propositions d'action, soumises au vote de l'assemblée. Pour forger l'unité du mouvement, ces assemblées doivent être ouvertes à **tous** les travailleurs et les chômeurs.

Et attention à la supercherie ! L'autre classe – la bourgeoisie – parle aussi de « solidarité » et « d'unité ». Elle appelle aux sacrifices des « secteurs forts » en « solidarité » avec les « secteurs faibles », pour répartir équitablement la misère. Quand son « gâteau devient plus petit », la discussion ne peut porter selon elle que sur une répartition « équivalente » de l'austérité qu'elle nous impose, sur ce qui est profitable à la compétitivité et à l'intérêt national. Elle appelle donc à « l'unité » avec les intérêts du capital. Comme si la répartition équivalente de la misère la rendait supportable ! Comme si la gestion commune de l'exploitation supprimait cette dernière. Ce discours ne sert qu'à entraver la mise en question du système et la recherche de perspectives dans le cadre d'une **autre société basée sur l'assouvissement des besoins de tous et non pas des intérêts particuliers de certains !**

UNITÉ – SOLIDARITÉ – EXTENSION ET GÉNÉRALISATION – CONFIANCE EN SES PROPRES FORCES – CLASSE CONTRE CLASSE

Notre force, c'est notre solidarité, pas leur compétitivité

Internationalisme / 02.11.12
Section du CCI en Belgique
www.internationalism.org
belgium@internationalism.org